

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1920-1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES
POUR L'EXERCICE 1921⁽¹⁾.

Tableau VII. — Agriculture.

RAPPORT

PRÉSENTÉS, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET⁽²⁾,
PAR M. DAVID.

MESSIEURS,

La Commission se réfère aux observations générales qui figurent en tête du rapport de M. L. Pussemier sur le Budget du Département de l'Intérieur.

Les dépenses du tableau VII, ventilées conformément à la décision prise, figurent en annexe à la fin du présent rapport.

Les mêmes principes ont présidé à la recherche des économies à opérer. Ces économies devaient nécessairement être, au Département de l'Agriculture, de beaucoup inférieures à ce qu'elles sont aux autres Départements. En effet, si l'on veut bien se reporter au Rapport général, présenté par M. Houtart, on constatera que le Budget de l'Agriculture est celui qui, de tous, présente l'augmentation la moins élevée. Elle se chiffre par 4,9 %, alors que tous les autres se sont accrus dans des proportions bien autrement considérables.

(1) Budget, n° 101.

Rapport général, n° 261.

(2) Composition de la Commission du Budget :

- a) Les membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. Mechelynck, président, Bologne, Garlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg-Stirum et Wauwermans.
- b) Six membres nommés par les Sections : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

Néanmoins, consciente du devoir que lui impose la situation des finances publiques, votre Commission, après une vérification minutieuse de tous les postes du Budget, après des comparaisons avec les postes correspondants des années antérieures, a décidé de proposer à la Chambre une série de réductions qui seront exposées ci-après, à l'occasion de l'examen des articles.

* * *

ART. 2. — Votre Commission vous propose de réduire cet article de fr. 1,382,370 à 1,231,770, par transfert à l'extraordinaire des indemnités de vie chère, conformément à la décision générale prise par la Commission.

ART. 5. — Le crédit demandé est en diminution de fr. 12,494 sur les dépenses effectuées en 1920.

Votre Commission a demandé la justification du chiffre prévu pour les automobiles du Département. Celui-ci a soumis, en réponse, les observations que voici :

« De même que le Ministre des Travaux publics, celui de l'Agriculture a entre autres objets relevant de sa compétence, une partie de la voirie.

» Mais alors que la voirie de l'État, qui dépend du premier, ne mesure pas 8,000 kilomètres, la voirie vicinale, sur laquelle s'exerce la surveillance du second, atteint presque 30,000 kilomètres. Il ne faut pas oublier, en effet, que ce dernier intervient par voie de subsides, chaque année, à concurrence de plusieurs millions (voir art. 81 à 83) dans les travaux d'amélioration, de réparation et de construction des routes vicinales, et qu'en outre un poste de 10 millions est prévu aux mêmes fins au budget des dépenses recouvrables.

» Or, le poste-automobiles, au Département des Travaux publics, est de 600,000 francs, tandis qu'il n'est que de 100,000 francs à l'Agriculture.

» Ajoutons que l'épidémie de peste bovine a pu être maîtrisée grâce aux mesures presque instantanées que l'emploi de l'automobile a permis de prendre aussitôt qu'un cas suspect était signalé.

» C'est aussi l'emploi de l'automobile qui a rendu possible l'application de la loi dite de cadenas sur la protection des forêts. »

Votre Commission ayant manifesté l'intention de traiter d'une manière générale cette question des automobiles, le Département de l'Agriculture a exprimé le désir de voir une règle uniforme adoptée partout.

ART. 6. — Le Ministère de l'Agriculture a prévu sur ce poste une diminution de 13,000 francs sur le budget précédent. Il se rallierait à la suppression de la cérémonie officielle de remise des décorations, cérémonie qui se fait en commun pour lui et le Ministère du Travail. De ce chef une nouvelle diminution pourrait être envisagée.

ART. 7. — L'institution des conseillers de Gouvernement sera supprimée à la fin du terme pour lequel ces fonctionnaires ont été nommés. Actuellement, il n'en reste plus que deux, qui touchent un traitement de 6,000 francs. Le crédit

inscrit ne sera probablement pas épuisé. Il a été maintenu à 20,000 francs, à raison de certains frais y imputables. Diminution de 12,000 francs sur 1919.

ART. 9. — 55,000 francs. Il s'agit de la participation du Département au Comité de la rue de Trèves, institué au Ministère des Chemins de fer par l'arrêté royal du 30 octobre 1920 et duquel plusieurs Ministères font partie. Il est à supposer que, dans un prochain avenir, tous les Départements y contribueront.

Votre Commission propose une réduction du poste à 15,000 francs.

Au Chapitre II (Pensions et Secours), aucune observation. L'ensemble des crédits se monte à 14,000 francs.

CHAPITRE III.

AGRICULTURE.

ART. 12. — Indemnités et subsides, se monte à 2,945,000 francs.

Les dépenses pour indemnités et pour la lutte contre les maladies du bétail prévues à cet article, et qui se montent à 1,061,000 francs, résultent de l'application de la loi du 30 décembre 1882 sur la police sanitaire, de l'arrêté royal du 20 septembre 1883, et de divers autres lois et arrêtés postérieurs, dont voici les principaux : Arrêté royal du 23 août 1885 relatif au bétail atteint de pleuro-pneumonie contagieuse; les arrêtés royaux des 3 avril 1892, 30 octobre 1895 et 10 août 1897 réglant les indemnités accordées aux propriétaires de bêtes bovines déclarées impropres à la consommation pour cause de tuberculose; celui du 22 août 1897 relatif à la tuberculose porcine; ceux des 12 septembre et 5 mars 1903, relatifs à la maladie du charbon. La défense de notre cheptel contre les maladies contagieuses a provoqué l'arrêté royal du 20 mai 1896, réglant les épreuves à la tuberculine, auxquelles sont astreints les bovidés dans les ports; ceux du 29 mai 1896 et du 25 février 1904 relatifs au même objet pour le bétail provenant des Pays-Bas et de France, qu'il soit importé ou qu'il passe simplement en transit; ceux des 22 janvier et 14 mars 1897 soumettant les espèces importées dans les ports à un contrôle sanitaire rigoureux. Dans le même ordre d'idées, il convient de citer la loi du 4 avril 1900 sur la destruction, dans les clos d'équarissage des cadavres d'animaux atteints de maladies contagieuses, et du 20 novembre 1900, sur la malleination et les indemnités pour morve et farcin.

Le département intervient par voie de subsides pour favoriser les syndicats d'élevage et les sociétés mutualistes d'assurance et de réassurance contre la mortalité du bétail. Ce sont là les moyens qui se sont révélés les plus efficaces, pour les petits cultivateurs surtout, d'améliorer les races indigènes. Il coopère de la même façon aux efforts que font les provinces pour améliorer les races chevaline et bovine en participant aux primes que celles-ci accordent ⁽¹⁾.

(1) Voir l'arrêté royal du 16 août 1919 pour ce qui concerne les races bovines. Pour la race chevaline, les règlements provinciaux sont tous approuvés par des arrêtés royaux.

Ces subsides sont accordés annuellement, par arrêtés royaux. Leur montant est calculé d'après des règles fixes portées depuis de nombreuses années à la connaissance des intéressés. L'État doit se considérer comme engagé vis-à-vis de ces associations, dont il provoquerait la ruine en leur supprimant son aide; et ce, aux dépens de la source importante des revenus, que représente pour le pays l'exploitation du bétail.

On a vu, lors de l'épidémie de peste bovine, l'importance capitale que présente pour notre pays, la défense de notre cheptel contre les maladies. Nous nous permettons d'émettre le vœu que toutes les précautions soient également prises lors de la récupération du bétail venant d'Allemagne.

Étant donné l'urgence qu'il y a, pour la Belgique, de reconstituer à ce point de vue, ce que nous devons considérer comme un capital national, nous estimons qu'il y a lieu, tout au moins, de maintenir cet article, qui reproduisant à peu près les chiffres d'avant guerre, représente une diminution réelle sur ce qui se faisait jadis dans cet ordre d'idées.

Art. 13, 14 et 15 — *conseillers de zootechnie*. — Ces fonctionnaires, qui sont des vulgarisateurs spécialistes, ont pour mission de contribuer, par leur enseignement, à l'augmentation du rendement du bétail. La superficie agricole disponible dans notre pays ne permettant pas de majorer indéfiniment le nombre de bêtes de notre bétail, il faut chercher dans un rendement meilleur l'accroissement de la productivité.

Notre pays est, au point de vue de la production vivrière, dans une situation fort différente de la France. Alors que celle-ci peut se suffire à elle-même, les importations de cette nature représentent chez nous une somme considérable chaque année. Toute diminution de ces dernières constitue un avantage direct et un pas vers l'amélioration de notre change.

A l'article 13, votre Commission propose une diminution de 4,800 francs en vertu de la décision générale citée plus haut.

Art. 16. — Votre Commission propose une réduction de 28,800 francs (décision générale).

Inspection vétérinaire.

Art. 19. — La commission se demande si la suppression de l'envoi du bulletin du service sanitaire aux membres du parlement n'entraînerait pas une diminution de dépenses. Il a été répondu qu'elle serait insignifiante. Elle propose néanmoins la suppression. Diminution de 10,000 francs.

Art. 21. — Sociétés agricoles, etc.; 300,000 francs.

Dans son rapport sur le budget de l'agriculture de 1914, l'honorable M. Raemdonck réclamait une réorganisation des comices agricoles. Il s'exprimait comme suit :

« Au moment où ont été créés les 155 comices du pays, ils correspondaient à la situation du pays agricole.

« Les mettre en rapport avec la situation actuelle, telle doit être notre unique préoccupation.

» Or, ce qui distingue la situation actuelle de celle d'autrefois, c'est la multiplication des associations agricoles de toute nature.

» Celles-ci n'étaient guère connues à l'époque où les comices ont été institués, et il est naturel que le gouvernement ait songé à suppléer à l'absence d'associations par la création des comices. »

Et l'honorable M. Raemdonck concluait à la réorganisation des comices qui devraient devenir l'émanation véritable du monde agricole, et à la constitution des sociétés provinciales d'agriculture, lesquelles à leur tour seraient réunies par un organisme central.

Les subsides du Gouvernement sont attribués à ces organismes officiels. Serait-il permis à votre rapporteur, reproduisant un vœu émis à la 4^e section d'insister sur le point développé par l'honorable M. Raemdonck et de dire qu'aujourd'hui, plus encore qu'en 1914, la situation ne correspond plus à cette organisation. De nombreuses associations agricoles réclament des chambres d'agriculture, pendant que d'autres, il est vrai, s'opposent à la situation de pareils organismes.

Quoi qu'il en soit, pour l'avenir, le rapporteur espère qu'une nouvelle et complète transformation opérée, selon le vœu des intéressés, viendra remplacer l'ancienne organisation.

Enseignement vétérinaire.

ART. 22 — Votre Commission propose une diminution de 54,900 francs (décision générale). La Commission a demandé si le nombre des employés a augmenté, ou si la majoration des traitements explique seule l'augmentation de 126,580 francs de l'article (vie chère comprise).

Il est à remarquer que les dépenses renseignées pour 1920, seront de fr. 492,046.94, malgré que le budget n'ait prévu qu'un crédit de 388,420 fr. Le relèvement des traitements a commencé à produire ses effets budgétaires dès 1920.

De même, à l'article 24, alors que 246,000 francs avaient été prévus, les dépenses probables seront vraisemblablement de 293,385 francs.

ART. 25. — Votre Commission propose une réduction de 1,200 francs (décision générale).

CHAPITRE IV.

ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

ART. 28. — Votre Commission propose une réduction de 87,800 francs. (Décision générale.)

ART. 28 à 44. — L'intervention des pouvoirs publics dans l'enseignement agricole est quatre fois moindre que dans l'enseignement industriel. Et, dans cet enseignement, la part des filles est quatre fois moindre que celle des garçons.

Il est à remarquer cependant que toute insuffisante qu'elle était, l'instruction technique donnée à nos agriculteurs avait, dans les dernières années avant la guerre, produit des résultats considérables. D'après des évaluations sérieuses, l'augmentation de la production agricole pouvait se chiffrer par 100 millions annuellement, comparée à ce qu'elle était un quart de siècle auparavant. /

L'enseignement agricole était fort désorganisé au sortir de la guerre. C'est à le reconstituer et à le compléter que s'applique depuis lors le Département.

Citons à ce dernier point de vue l'école ambulante pour les régions dévastées, la fondation de l'Institut agronomique de Gand, de l'Institut normal supérieur de Laeken, et du Conseil supérieur de perfectionnement, de la Section coloniale à Gembloux. L'organisation de l'enseignement professionnel se présente sous les mêmes aspects que l'enseignement proprement dit de notre pays, c'est-à-dire primaire, moyen et supérieur.

Votre commission estime qu'il serait désirable que la Colonie remboursât les frais des cours coloniaux de Gembloux. Au degré primaire appartiennent les sections professionnelles fixes (art. 41) les écoles ambulantes, dont une, en roulottes (art. 37) les cours réduits ou conférences qui correspondent aux écoles d'adultes. Les subsides (art. 41) sont octroyés par application de la loi du 4 avril 1890.

Les écoles moyennes sont celles de Gand, Vilvorde et Huy (art. 28, 29, 30 et 31, 64 à 69). Quant au degré supérieur, il est représenté par l'Institut de Laeken pour les jeunes filles, (art. 32) et par ceux de Gembloux et de Gand, pour les garçons, (art. 28 à 31).

ART. 32. — Votre commission propose une réduction de 6,000 francs (décision générale).

ART. 37. — Votre commission propose une réduction de 61,100 francs (décision générale).

Service des agronomes de l'État.

ART. 42. — Votre commission propose une réduction de 44,500 francs (décision générale).

ART. 42 à 45. — Institué par l'arrêté royal du 26 septembre 1885. — Les développements du tableau VII justifient les deux diminutions et les deux augmentations des quatre articles.

ART. 46. — Les expériences entreprises sous la direction de M. Fratenr ont une importance capitale. Voir à ce sujet l'observation qui figure au présent rapport sous les articles 13 à 15. Le crédit demandé est d'ailleurs en diminution de 16,500 francs.

ART. 47. — Votre Commission propose une réduction de 1,200 (décision générale).

Stations agronomiques et laboratoires d'analyses.

(Voir arrêtés royaux du 3 août 1887, 31 décembre 1884, 3 juin 1885, 8 mars 1897.)

ART. 48. — Votre Commission propose une réduction de 101,400 francs (décision générale).

ART. 49. — Votre Commission propose une réduction de 500 francs (décision générale).

Génie rural.

ART. 52 à 54. — Les explications détaillées parues dans les développements du tableau XII nous dispensent de rien ajouter.

ART. 55. — Votre Commission propose une réduction de 58,200 francs (décision générale).

ART. 57, 58 et 59. — Diminués respectivement de 7,800 francs, de 60,000 francs et de 8,000 francs. Le Département a déposé un amendement dans ce sens pour la diminution de 60,000 francs qui ne figure pas au Budget.

ART. 60. — Votre Commission propose une réduction de 8,400 francs. (Décision générale).

ART. 60 à 63. — Service phytopathologique — Conseillers d'horticulture. — Le service phytopathologique a été institué *avant la guerre* pour favoriser l'exportation. L'inspecteur et ses 7 assistants, qui ont reçu le nom de conseiller d'horticulture, visitent gratuitement les cultures et délivrent les certificats requis pour l'exportation vers certains pays, notamment l'Amérique, qui a organisé à ce point de vue la lutte contre les maladies parasitaires des végétaux. Ces agents donnent également tous les conseils désirables pour la destruction des insectes nuisibles et des maladies végétales.

Il faut rattacher au même ordre d'idées les deux postes de l'art. 59, relatifs aux missions et au développement des relations commerciales avec l'étranger. Il s'agit de l'étude des débouchés offerts à nos producteurs de plantes, fruits et légumes, dont les résultats sont consignés dans les tracts spécialement rédigés à l'usage des intéressés. D'autre part, au Musée commercial, un service spécial fournit des renseignements sur les modes d'emballage, les formalités douanières, les expéditions à l'étranger.

Le nom de « conseillers d'horticulture » ne doit donc pas être la source d'une erreur et ne doit pas être rapproché de celui de « conseiller de Gouvernement ».

Ce sont ces fonctionnaires qui organisent et dirigent outre le service dont ci-dessus question, les champs d'expérience, de démonstration, etc....

ART. 64. — Votre Commission propose une réduction de 63,900 francs. (Décision générale).

ART. 64 à 69 (Voir note du début du chapitre IV, sous les articles 28 à 41). — Les subsides visés à l'article 69 sont ceux résultant de l'application de la loi du 4 avril 1890.

CHAPITRE VI.

EAUX ET FORÊTS.

Conseil supérieur des forêts.

(Créé par arrêté royal du 2 août 1897).

ART. 74. — Votre Commission propose une réduction de 801.400 francs, (Décision générale).

ART. 75. — L'article correspondant d'avant la guerre (Budget de 1913) comportant 51,700 francs est réduit à 30,000 francs.

ART. 76. — Service spécial créé par arrêté royal du 20 juin 1919.

ART. 78. — Le Département prévoit une diminution de 100,000 francs.

ART. 79. — Commission de pisciculture créée par arrêté royal du 26 janvier 1908.

CHAPITRE VII

VOIRIE COMMUNALE

ART. 84 à 87. — Les subsides accordés avant la guerre étaient beaucoup plus importants que ceux d'aujourd'hui, étant donné, surtout, l'augmentation des salaires et des matériaux. Les provinces, les communes et les wateringues ont pourtant à veiller à l'amélioration d'un kilométrage toujours croissant. Aussi leurs charges, de ce chef, augmentent dans des proportions qui deviennent véritablement inquiétantes pour leurs budgets.

C'est pourquoi la commission n'a pas cru pouvoir proposer de diminutions sur ce chapitre. Elle pense même que, d'ici, à un avenir peu éloigné, des sollicitations extrêmement pressantes se produiront, et que le problème du reclassement de la voirie se posera avec acuité.

Il ne faut pas oublier, en effet, que le trafic augmente de jour en jour, que de nombreux éléments, tels que la création d'une ligne vicinale, une nouvelle station ou halte de voie ferrée, viennent encore modifier. Il s'ensuit que de nombreux chemins vicinaux ont acquis beaucoup plus d'importance que certaines routes de l'État. Et pourtant ils sont souvent à charge d'une seule commune.

Il y a là des situations de fait, parfois fort onéreuses pour les communes, qui, depuis longtemps, demandent une réforme du régime actuel.

Le Rapporteur,

DAVID.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

TABLEAU VII

AGRICULTURE

Amendements proposés par la Commission du Budget.

Articles du tableau	LIBELLÉ.	Crédit demandé.	Crédit proposé.	AMENDEMENTS.
2	Traitements d'activité et de disponibilité des fonctionnaires, employés et gens de service. — Traitements du personnel de province détaché à l'administration centrale. Salaires (y compris une somme de 150.600 francs pour indemnité mobile de vie chère)	1,382,370	1,231,770	Diminution de 150,600 francs (indemnité mobile de vie chère) par transfert au Budget extraordinaire.
7	Indemnités aux conseillers de Gouvernement. Frais divers . . . Service des Conseillers de Zootechnie.	20,000	15,000	Diminution de 5,000 francs.
43	Traitements, salaires (y compris une somme de 4,800 francs pour indemnité mobile de vie chère) . Inspection vétérinaire.	43,800	39,000	Diminution de 4,800 francs (indemnité mobile de vie chère) par transfert au Budget Extraordinaire.
46	Traitements d'activité et de disponibilité. — Salaires (y compris une somme de 28,000 francs pour indemnité mobile de vie chère).	275,800	247,000	Diminution de 28,800 francs (même motif).
49	Matériel, frais de bureau. Bulletin du service de la police sanitaire. Impressions et dépenses diverses relatives à la police sanitaire des animaux domestiques . . . École de médecine vétérinaire de l'Etat.	100,000	90,000	Diminution de 10,000 francs.
22	Traitements d'activité et de disponibilité, salaires, secours, indemnités, etc. (y compris une somme de 54,900 francs pour indemnité mobile de vie chère) . . . École centrale pratique de maréchaleries de l'Etat.	515,000	460,100	Diminution de 54,900 francs (Indemnité mobile de vie chère) par transfert au Budget extraordinaire.
25	Traitements, salaires, etc. (y compris une somme de 1,200 francs pour indemnité mobile de vie chère)	25,000	23,800	Diminution de 1,200 francs. (Même motif.)

Articles du tableau.	LIBELLÉ.	Crédit demandé.	Crédit proposé.	AMENDEMENTS.
	<i>Enseignement agricole.</i>			
28	Traitements d'activité et de disponibilité. — Salaires. (y compris une somme de 87,600 francs pour indemnité mobile de vie chère).	856,915	769,315	Diminution de 87,600 francs. (Même motif.)
32	Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole. — Traitement d'activité et de disponibilité. — Salaires (y compris une somme de 6,000 francs pour indemnité mobile de vie chère).	72,950	66,950	Diminution de 6,000 francs. (Même motif.)
37	Enseignement ménager agricole ambulant. — Traitements d'activité et de disponibilité. — Salaires (y compris une somme de 61,100 francs pour indemnité mobile de vie chère).	348,225	287,125	Diminution de 61,100 francs. (Même motif.)
	<i>Service des agronomes de l'État.</i>			
42	Traitements d'activité et de disponibilité. — Salaires (y compris une somme de 44,500 francs pour indemnité mobile de vie chère).	425,685	381,185	Diminution de 44,500 francs. (Même motif.)
	<i>Institut international d'agriculture de Rome.</i>			
47	Frais de participation de la Belgique. — Traitement du délégué au Comité permanent. — Indemnité de résidence, etc. (y compris une somme de 1,200 francs, pour indemnité mobile de vie chère).	32,600	31,400	Diminution de 1,200 francs (Même motif.)
	<i>Stations agronomiques et expérimentales. — Laboratoires d'analyses.</i>			
48	Traitements d'activité et de disponibilité. — Salaires (y compris une somme de 101,400 francs pour indemnité mobile de vie chère).	801,850	700,450	Diminution de 101,400 francs. (Même motif.)
49	Indemnités, secours, etc.	29,000	28,500	Diminution de 500 francs. (Même motif.)
	<i>Jardin botanique de l'État.</i>			
55	Traitements d'activité et de disponibilité. — Salaires (y compris une somme de 58,200 francs pour indemnité mobile de vie chère).	328,963	270,763	Diminution de 58,200 francs. (Même motif.)
	<i>Service phytopathologique. Service des conseillers d'horticulture.</i>			
60	Traitements d'activité et de disponibilité. — Salaires (y compris une somme de 8,400 francs pour indemnité mobile de vie chère).	76,300	67,900	Diminution de 8,400 francs (Même motif.)

Articles du tableau.	LIBELLÉ.	Crédit demandé.	Crédit proposé.	AMENDEMENTS.
	<i>École moyennes pratiques d'horticulture de l'Etat.</i>			
64	Traitements d'activité et de disponibilité. Salaires (y compris une somme de 63,900 francs pour indemnité mobile de vie chère).	361,500	295,600	Diminution de 65,900 francs. (Même motif.)
	<i>Personnel provincial.</i>			
71	Traitements d'activité et de disponibilité. — Indemnités. — Frais d'intérim (y compris une somme de 801,100 francs pour indemnité mobile de vie chère)	3,850,270	3,049,170	Diminution de 801,100 francs. (Même motif.)
	<i>Service de l'Hydraulique agricole.</i>			
85	Traitements d'activité et de disponibilité. — Indemnités de résidence. — Salaires d'argents temporaires et d'ouvriers porte-mire, chaîneurs, etc. — Rémunération pour études techniques expériences et travaux d'écriture (y compris une somme de 37,200 fr. pour indemnité mobile de vie chère)	259,950	222,750	Diminution de 37,200 francs. (Même motif.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1920-1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1921 ⁽¹⁾.

Tabel VII. — Landbouw.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BEGROOTING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **DAVID**.

MIJNE HEEREN,

De Commissie verwijst naar de algemeene opmerkingen, waarmede het verslag van den heer L. Pussemier over de Begrooting van het Departement van Binnenlandsche Zaken aanvangt.

De uitgaven van tabel VII, overeenkomstig de genomen beslissing geschild, zijn vermeld in de bijlage van dit verslag.

Dezelfde beginselen gaven den doorslag bij het nasporen der bezuinigingen. Deze laatste moesten noodzakelijk bij het Departement van Landbouw veel minder talrijk zijn dan in de overige Departementen. Inderdaad, zoo men het Algemeen Verslag van den heer Houtart wil inzien, dan zal men bemerken dat het de Begrooting van Landbouw is, die het minst van alle is gestegen. De stijging bedraagt 1,9 t. h., terwijl al de andere Begrootingen in veel grootere verhoudingen hebben toegenomen.

(1) Begrooting, n° 101.

Algemeen verslag, n° 261.

(2) Samenstelling van de *Commissie voor de Begrooting* :

(a) De leden van de **Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de Bezuinigingen** : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : De heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Bue.

Nochtans, in het bewustzijn van den plicht haar opgelegd door den toestand van 's Lands financiën, heeft uwe Commissie, na een zorgvuldig onderzoek van al de posten der Begrooting, en na vergelijking met de posten der vorige jaren, besloten aan de Kamer eene reeks verminderingen voor te stellen die hieronder, bij het onderzoek der artikelen, zullen worden uiteengezet.

* * *

ART. 2. — Uwe Commissie stelt voor dit artikel van fr. 1,382,370 op 1,231,770 te brengen door overdracht op de buitengewone begrooting van den duurtetoeslag, overeenkomstig de algemeene beslissing van de Commissie.

ART. 5. — Het gevraagde crediet is 12,494 frank lager dan de in 1920 gedane uitgaven.

Uwe Commissie heeft de rechtvaardiging gevraagd van het cijfer voorzien voor de autos van het Departement. Dit laatste heeft met de volgende nota geantwoord :

« Evenals het Ministerie van Openbare Werken, heeft dit van Landbouw, onder meer, een deel der wegenis onder zijn bevoegdheid.

» Maar terwijl de wegen van den Staat, die van het eerstgenoemde afhangen, geen 8,000 kilometer bedragen, zijn de buurtwegen, waarover het tweede toezicht houdt, 30,000 kilometer lang. Men mag inderdaad niet vergeten dat dit laatste elk jaar door middel van toelagen, voor verscheidene millioenen (zie art. 81 tot 83) tusschenbeide komt in de werken van verbetering, herstelling en aanleg van buurtwegen, en dat bovendien een post van 10 millioen voorzien wordt voor dezelfde doeleinden op de begrooting van wederinbare uitgaven.

» De post voor de automobielen van het Departement van Openbare Werken, bedraagt 600,000 frank, terwijl hij voor den Landbouw maar 100,000 bedraagt.

» Voegt daarbij dat de veepest kon overmeesterd worden dank zij de bijna oogenblikkelijke maatregelen die het gebruik van de auto toeliet te nemen zoodra een verdacht geval was aangegeven.

» Het is ook het gebruik der autos dat heeft mogelijk gemaakt de grendelwet tot bescherming der bosschen toe te passen. »

Daar uwe Commissie het inzicht te kennen gaf op algemeene wijze deze auto-kwestie te regelen, zoo heeft het Departement van Landbouw den wensch uitgedrukt, denzelfden regel overal te zien toepassen.

ART. 6. — Op dezen post heeft het Ministerie van Landbouw eene vermindering van 13,000 frank op de vorige begrooting voorzien. Het zou voorstander zijn van de afschaffing der officieele plechtigheid van uitreiking der eereteekens, die samen met het Ministerie van Arbeid wordt ingericht. Uit dien hoofde zou een nieuwe vermindering mogelijk zijn.

ART. 7. — De Regeeringsraden zullen worden afgeschaft na verloop van het tijdperk waarvoor deze ambtenaren werden benoemd. Thans zijn er nog slechts twee die eene wedde van 6,000 frank genieten.

Het aangewezen crediet zal waarschijnlijk niet worden uitgeput. Het werd op 20,000 frank bepaald, wegens sommige daarbij behorende kosten. Vergeleken met 1919 is er 12,000 frank vermindering.

ART. 9. — 55,000 frank. Het geldt de bijdrage van het Departement in het Comité van de Trierstraat, ingesteld bij het Ministerie van Spoorwegen krachtens het Koninklijk besluit van 30 October 1920 en waarvan verschillende Ministeries deel uitmaken. Het is te onderstellen dat eerlang al de Departementen hunne bijdragen zullen storten.

Uwe Commissie stelt voor dit tot 15,000 frank te verminderen.

Bij Hoofdstuk II (Pensioenen en Steungelden), geene aanmerking. De credieten bedragen in het geheel 14,000 frank.

HOOFDSTUK III.

LANDBOUW.

ART. 12. — Schadeloosstellingen en toelagen, bedraagt 2,945,000 frank.

De uitgaven voor schadeloosstellingen en voor het bestrijden van veeziekten bij dit artikel voorzien en die 1,061,000 frank bedragen zijn de gevolgen van de toepassing der wet van 30 December 1882 op de gezondheidspolitie, van het Koninklijk besluit van 20 September 1883 en van verschillende latere wetten en besluiten waarvan de bijzonderste zijn : Koninklijk besluit van 23 Augustus 1885 betreffende het vee aangetast door besmettelijke borstvlies- en longontsteking ; de Koninklijke besluiten van 3 April 1892, 30 October 1895 en 10 Augustus 1897 tot bepaling van de schadeloosstelling verleend aan de eigenaars van rundvee dat wegens tuberculose ongeschikt voor het verbruik werd verklaard ; dit van 22 Augustus 1897 betreffende de varkens-tuberculose ; die van 12 September en 5 Maart 1903 betreffende de koolziekte. De bescherming van onzen veestapel tegen besmettelijke ziekten gaf aanleiding tot het Koninklijk besluit van 20 Mei 1896, houdende regeling van de toediening der tuberculose op het rundvee in de havens ; die van 29 Mei 1896 en 25 Februari 1904 betreffende hetzelfde onderwerp voor het vee herkomstig uit Nederland en Frankrijk, hetzij het ingevoerd of slechts doorgevoerd wordt ; die van 22 Januari en 14 Maart 1897 houdende instelling van een streng gezondheidskundig toezicht op het in de havens ingevoerde vee. In denzelfden zin dient de wet van 4 April 1900 te worden vermeld op het vernietigen, in de vilbeluiken, van de lijken van dieren door besmettelijke ziekten aangetast en ook de wet van 20 November 1900 op de maleinatie en de schadeloosstellingen wegens snot en worm.

Het departement schenkt toelagen om de foksyndicaten te bevorderen alsook de mutualiteiten voor verzekering en herverzekering tegen veesterfte. Dit zijn middelen die het meest doelmatig bleken, voor de geringe boeren vooral, om de inheemsche rassen te verbeteren. Het departement werkt op dezelfde wijze met de provinciën mede om paarden- runderrassen te verbeteren, door een deel van de door haar verleende premien op zich te nemen. ⁽¹⁾

(1) Zie Koninklijk besluit van 16 Augustus 1919 voor wat rundvee betreft. Voor het paardenras werden al de provinciale verordeningen bij Koninklijk besluit goedgekeurd.

Deze toelagen worden jaarlijks bij koninklijk besluit verleend. Haar bedrag wordt berekend volgens vaste regelen die sedert talrijke jaren ter kennis van de belanghebbenden worden gebracht. De Staat moet zich als verbonden beschouwen tegenover die genootschappen wier ondergang hij zou bewerken met zijne hulp te ontfeggen, en dat ten koste van de belangrijke bron van inkomsten die voor het land de veeteelt is.

Tijdens de veepest heeft men het groot belang kunnen vaststellen dat de bescherming van onzen veestapel tegen ziekte voor het land oplevert. Wij zijn zoo vrij den wensch te uiten dat alle voorzorgmaatregelen genomen worden bij herinzameling van het vee uit Duitschland.

Gelet op de hoogdringendheid voor België in dit opzicht opnieuw samen te stellen wat wij als een nationaal kapitaal beschouwen, achten wij dat dit artikel ten allerminste moet behouden blijven, want, met ongeveer de cijfers van vóór den oorlog, is het eene werkelijke vermindering tegenover hetgeen vroeger in dien zin werd gedaan.

ART. 13, 14 en 15. — *Zootechnische Raadsmannen.* — Deze ambtenaren, die hunne kennissen onder het volk verspreiden, hebben voor taak door hun onderwijs bij te dragen tot de vermeerdering van de vecopbrengst. Daar de beschikbare oppervlakte bouwland in België niet toelaat het getal runders in 't oneindige te verhoogen dient men in een betere opbrengst de toeneming van de productiviteit te zoeken.

In opzicht van opbrengst van levensmiddelen is ons land in een toestand die zeer verschilt van dien van Frankrijk. Terwijl dit land in zijne behoeften kan voorzien kost de invoer van levensmiddelen bij ons elk jaar groote sommen gelds. Elke vermindering van den invoer is een rechtstreeksch voordeel en een stap naar de verbetering van onzen wisselkoers.

Bij artikel 13 stelt uwe Commissie eene vermindering voor van 4,800 frank, krachtens de hooger vermelde algemeene beslissing.

ART. 16. — Uwe Commissie stelt eene vermindering voor van 28,800 frank (algemeene beslissing).

Veeartsenijkundig toezicht.

ART. 19. — De Commissie vraagt zich af of de afschaffing der verzending van het « Bulletin du service sanitaire » aan de parlementsleden geen vermindering van uitgaven zou voor gevolg hebben. Er werd geantwoord dat zij onbeduidend zou zijn. Nochtans stelt zij de afschaffing voor, 10,000 frank vermindering.

ART. 21. — Landbouwmaatschappijen, enz., 300,000 frank.

In zijn verslag over de begrooting van landbouw in 1914, vroeg de heer Raemdonck de herinrichting der landbouwcomices. Hij zegde onder meer :

« Op het oogenblik dat de 155 comices van het land werden gesticht, beantwoordden zij aan den toestand van den landbouw.

« Onze eenige bekommring moet zijn ze in verhouding te brengen met den tegenwoordigen toestand.

» Wat den tegenwoordigen toestand van den vroegeren onderscheidt, is het overgroot getal landbouwmaatschappijen van allen aard.

» Deze waren onbekend in den tijd toen de comices werden opgericht en het is natuurlijk dat de Regeering er aan gedacht heeft in het gemis aan landbouwmaatschappijen te voorzien door comices op te richten. »

En de achtbare heer Raemdonck besloot tot de herinrichting der comices die de werkelijke uiting moeten worden van de landbouwwereld en tot de oprichting van provinciale landbouwmaatschappijen, die op hare beurt in een centraal-organisme zouden vereenigd worden.

De toelagen van de Regeering worden aan die officieele organismen verleend. Mag uw verslaggever, ingaande op een wensch van de 4^e afdeeling, den nadruk leggen op het punt door den achtbaren heer Raemdonck uiteengezet en zeggen dat thans meer nog dan in 1914, deze toestand de werkelijkheid niet weergeeft. Talrijke landbouwgenootschappen vragen landbouwkamers, terwijl andere weliswaar zich verzetten tegen de instelling van die organismen.

Wat er ook van zij, voor de toekomst hoopt de verslaggever dat eene nieuwe algeheele hervorming, naar den wensch van de belanghebbenden, de vroegere instelling zal vervangen.

Veeartsenijkundig onderwijs.

ART. 22. — Uwe Commissie stelt eene vermindering van 54,900 frank voor (algemeene beslissing). De Commissie heeft gevraagd of het getal bedienden toenam, ofwel de verhooging der wedden alleen de verhooging van dit artikel met 126,580 frank verklaart (duurtetoeslag inbegrepen).

Op te merken valt, dat de voor 1920 vermelde uitgaven fr. 492,046.94 zullen bedragen, niettegenstaande de Begrooting slechts een crediet van 388,420 frank heeft voorzien. De weddenverhoging deed haar invloed op de Begrooting gelden vanaf 1920.

Eveneens bij artikel 24, waar 246,000 frank voorzien werd, zullen de vermoedelijke uitgaven 293,385 frank bedragen.

ART. 25. — Uwe Commissie stelt eene vermindering voor van 1,200 frank (algemeene beslissing).

HOOFDSTUK IV.

LANDBOUWONDERWIJS.

ART. 28. — Uwe Commissie stelt eene vermindering voor van 87,800 frank (algemeene beslissing).

ART. 28 tot 41. — De tusschenkomst der openbare besturen in het landbouw-

onderwijs is viermaal kleiner dan in het nijverheidsonderwijs. En in dit onderwijs is het aandeel der meisjes viermaal kleiner dan dit der jongens.

Op te merken valt echter, dat hoe ontoereikend ook, het technisch onderwijs aan onze landbouwers in de laatste jaren vóór den oorlog merkelijke uitslagen had opgeleverd. Naar ernstige ramingen, mocht de toeneming van de landbouwopbrengst jaarlijks op 100 miljoen frank worden berekend, vergeleken met wat zij voor vijf-en-twintig jaar was.

Het landbouwonderwijs was zeer ontredderd na den oorlog. Het departement legt er zich sedertdien op toe het herop te richten en aan te vullen.

In dit opzicht dient vermeld de rondreizende school voor de verwoeste streken, de oprichting van het Landbouwinstituut van Gent, van het Hooge normaalinstituut van Laken, en van den Hoogeren verbeteringsraad, van de Koloniale afdeling te Gembloers. De inrichting van het vakonderwijs doet zich voor zooals die van het eigenlijk onderwijs van ons land d. w. z. lager, middelbaar en hooger.

Uwe Commissie is van meening dat het wenschelijk ware dat de kolonie de kosten van de Koloniale leergangen te Gembloers zou vergoeden. Bij den lagere graad hooren de vaste beroepsafdeelingen (art. 41), de rondreizende scholen waarvan eene in foorwagens (art. 37), de korte leergangen of voordrachten die gelijkstaan met de scholen voor volwassenen. De toelagen (art. 41) worden verleend bij toepassing der wet van 4 April 1890.

De middelbare scholen zijn die van Gent, Vilvoorde en Hoei. (Art. 28, 29, 30 en 31, 64 tot 69). De hoogere graad is vertegenwoordigd door het Instituut van Laken voor de meisjes (art. 32) en door die van Gent en Gembloers voor de jongens (art. 28 tot 31).

Art. 32. — Uwe Commissie stelt eene vermindering voor van 6,000 frank (algemeene beslissing).

Art. 37. — Uwe Commissie stelt voor eene vermindering van 61,000 frank (algemeene beslissing).

Dienst van 's Rijks Landbouwkundigen.

Art. 42. — Uwe Commissie stelt eene vermindering voor van 44,500 frank (algemeene beslissing).

Art. 42 tot 45. — Insgelijks bij Koninklijk besluit van 26 September 1855. — De toelichting van tabel XII billijkt beide verminderingen en beide verhoogingen der vier artikelen.

Art. 46. — De proefnemingen onder leiding van den heer Frateur zijn van het hoogste belang. Zie dienaangaande de aanmerking in dit verslag bij artikelen 13 tot 15. Het gevraagde crediet is overigens in mindering met 16,500 frank.

Art. 47. — Uwe Commissie stelt eene vermindering van 1,200 frank voor (algemeene beslissing).

Landbouwkundige Staties en ontledingslaboratoriums.

(Zie Koninkl. besl. van 3 Augustus 1887, 31 December 1884, 3 Juni 1885,
8 Maart 1897).

ART. 48. — Uwe Commissie stelt eene vermindering voor van 101,400 frank (Algemeene beslissing).

ART. 49. — Uwe Commissie stelt eene vermindering voor van 500 frank (Algemeene beslissing).

Landelijke Genie.

ART. 52 tot 54. — De omstandige toelichting bij Tabel XII verschenen, ontslaat ons van elk verder betoog.

ART. 55. — Uwe Commissie stelt eene vermindering voor van 58,200 frank (Algemeene beslissing).

ART. 57, 58 en 59. — Onderscheidenlijk verminderd met 7,800 frank, 60,000 frank en 8,000 frank. Het Departement heeft een amendement in dien zin ingediend voor de vermindering van 60,000 frank die niet op de Begrooting voorkomt.

ART. 60. — Uwe Commissie stelt eene vermindering voor van 8,400 frank (Algemeene beslissing).

ART. 60 tot 63. — Dienst voor plantenziektenleer — De Tuinbouwraads-
mannen. — Deze dienst werd *vóór den oorlog* ingesteld om den uitvoer te
bevoordeelen. De toezichter en zijne 7 helpers die den naam van tuinbouwraads-
mannen hebben gekregen, bezoeken kosteloos de kweekerijen en leveren de
getuigschriften af, die vereischt worden voor den uitvoer naar zekere landen,
met name Amerika, dat in dit opzicht den strijd heeft aangeboden tegen de
woekerziekten der gewassen. Deze beambten geven ook elken gewenschten raad
voor de vernietiging van de schadelijke insekten en de ziekten der gewassen.

Tot denzelfden aard behooren de twee posten van artikel 59, met betrekking
tot bijzondere zendingen en uitbreiding van de handelsbetrekkingen met het
buitenland. Het betreft het onderzoek van de afzetgebieden voor onze planten-,
vruchten- en groentenkweekers, waarvan de uitslagen opgeteekend staan in
bijzonder voor het gebruik der belanghebbenden opgestelde vlugschriften.
Anderzijds geeft, in het handelsmuseum, een bijzondere dienst al de inlichtingen
over de wijze van verpachting, de tolformaliteiten en de verzendingen naar het
buitenland.

De naam « tuinbouwraadsmannen » moet dus niet tot vergissing aanleiding
geven en niet vergeleken worden met dien van « Regeeringsraad ».

Het zijn deze ambtenaren die, behalve den bewusten dienst, de proef- en
demonstratievelden, enz., inrichten en besturen.

ART. 64. — Uwe Commissie stelt eene vermindering voor van 63,900 frank.
(Algemeene beslissing).

ART. 64 tot 69. (Zie nota bij den aanvang van Hoofdstuk IV, onder artikelen 28 tot 41).

De onder artikel 69 bedoelde toelagen zijn die welke voortvloeien uit de toepassing der wet van 4 April 1890.

HOOFDSTUK VI.

WATERS EN BOSSCHEN.

Hoogere Boschraad.

(Ingesteld bij Koninklijk besluit van 2 Augustus 1897).

ART. 71. — Uwe Commissie stelt eene vermindering voor van 804,100 frank. (Algemeene beslissing).

ART. 75. — Hetzelfde artikel dat vóór den oorlog (Begrooting van 1913) 51,700 frank bedroeg, wordt op 30,000 frank gebracht.

ART. 76. — Bijzondere dienst bij Koninklijk besluit van 20 Juni 1919 ingesteld.

ART. 78. — Het departement voorziet eene vermindering van 100,000 frank.

ART. 79. — Vischteeltcommissie ingesteld bij Koninklijk besluit van 26 Januari 1908.

HOOFDSTUK VII.

GEMEENTEWEGEN.

ART. 81 tot 87. — De vóór den oorlog verleende toelagen waren veel hooger dan de huidige, gelet vooral op de stijging van loonen en materiaal. De provinciën, de gemeenten en de wateringten hebben er echter voor te zorgen een steeds aangroeiend getal kilometers wegen te verbeteren. Ook stijgen hunne lasten, uit dien hoofde, in verhouding die voor hunne begrootingen onrustbarend worden.

Daarom heeft de Commissie niet gemeend op dit hoofdstuk vermindering te mogen voorstellen. Zij meent zelfs dat in eene niet verre toekomst, dringende stappen zullen gedaan worden en dat het vraagstuk van de nieuwe rangschikking der wegen op acute wijze zal worden gesteld.

Men mag inderdaad niet vergeten dat het verkeer van dag tot dag toeneemt, en dat talrijke elementen, zooals het aanleggen van een buurtspoorweg, het bouwen van eene nieuwe statie of eene stopplaats, het dagelijks nog komen wijzigen. Het gevolg daarvan is, dat talrijke buurtwegen van grooter belang zijn geworden dan sommige Staatswegen. En toch zijn zij vaak ten laste van een enkele gemeente.

Dit zijn feitelijke toestanden welke soms zeer kostelijk zijn voor de gemeenten, en die sedert lang eene hervorming van het tegenwoordig stelsel vereischen.

De Verslaggever,

DAVID.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

TABEL VII

LANDBOUW

Amendementen voorgesteld door de Commissie voor de Begrooting.

Artikelen van de tabel.	INHOUD.	Aan- gevraagd crediet.	Voor- gesteld crediet.	AMENDEMENTEN.
2	Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid der ambtenaren, beambten en bedienden — Jaarwedden der beambten uit de provinciën werkzaam bij het Hoofd-beheer. Loonen (inbegrepen eene som van 150,600 frank voor veranderlijke duurtetoeslag)	1,382,370	1,231,770	Vermindering van 150,600 frank (veranderlijke duurtetoeslag) bij overdracht op de Buitengewone Begrooting.
7	Vergoedingen aan de leden van den Regeeringsraad. — Verschillende onkosten. <i>Dienst van de Zootechnische Raadsmannen.</i>	20,000	15,000	Vermindering van 5,000 frank
13	Jaarwedden, loonen (inbegrepen eene som van 4,800 frank voor veranderlijke duurtetoeslag) <i>Veeartsenijkundig toezicht.</i>	43 800	39 000	Vermindering van 4,800 frank (veranderlijke duurtetoeslag) bij overdracht op de Buitengewone Begrooting.
16	Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid. — Loonen (inbegrepen eene som van 28,000 frank voor veranderlijke duurtetoeslag)	275,800	247,000	Vermindering van 28,800 frank (zelfde reden).
19	Materieel, kantoorkosten. Bulletin van den gezondheidspolitiedienst. Drukwerk en allerhande uitgaven voor de gezondheidspolitie der huisdieren <i>'s Rijks veeartsenijschool.</i>	100,000	90,000	Vermindering van 10 000 frank
22	Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid. loonen, hulpgelden, vergoedingen, enz. (inbegrepen eene som van 54,900 frank voor veranderlijke duurtetoeslag) <i>'s Rijks praktische hoofdschool voor hoefsmederij.</i>	515,000	460,100	Vermindering van 54,900 frank (veranderlijke duurtetoeslag) bij overdracht op de Buitengewone Begrooting.
25	Jaarwedden, loonen, enz. (inbegrepen eene som van 1,200 frank voor veranderlijke duurtetoeslag).	25,000	23,800	Vermindering van 1,200 frank (zelfde reden).

Artikelen van de tabel.	INHOUD.	Aan- gevraagd crediet.	Voor- gesteld crediet.	AMENDEMENTEN.
	<i>Landbouwonderwijs.</i>			
28	Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid. — Loonen (inbegrepen eene som van 87,600 frank voor veranderlijke duurtetoeslag).	856,915	769,315	Vermindering van 87,600 frank. (Zelfde reden.)
32	Hooger normaalinstituut voor huishoudelijke landbouw. — Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid. — Loonen (inbegrepen eene som van 6,000 frank voor veranderlijke duurtetoeslag).	72,950	66,950	Vermindering van 6,000 frank. (Zelfde reden.)
37	Rondreizend huishoudelijk landbouwonderwijs. — Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid. — Loonen (inbegrepen eene som van 61,000 frank voor duurtetoeslag).	348,225	287,125	Vermindering van 61,400 frank. (Zelfde reden.)
	<i>Dienst van 's Rijks Landbouwkundigen.</i>			
42	Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid. — Loonen (inbegrepen eene som van 44,500 frank voor veranderlijke duurtetoeslag).	425,685	381,185	Vermindering van 44,500 frank. (Zelfde reden.)
	<i>Internationaal landbouwinstituut van Rome.</i>			
47	Kosten der deelneming van België. — Jaarwedde van den afgevaardigde bij het bestendig Comité. — Vergoeding van verblijf, enz. (inbegrepen eene som van 1,200 frank voor veranderlijke duurtetoeslag).	32,600	31,400	Vermindering van 1,200 frank. (Zelfde reden.)
	<i>Landbouwkundige Staties en Proefstaties. — Ontledingslaboratoriums.</i>			
48	Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid. — Loonen (inbegrepen eene som van 101,400 frank voor veranderlijke duurtetoeslag).	801,850	700,450	Vermindering van 101,400 frank. (Zelfde reden.)
49	Vergoedingen, steungelden, enz.	29,000	28,500	Vermindering van 500 frank. (Zelfde reden.)
	<i>'s Rijks Kruidtuin.</i>			
55	Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid. — Loonen (inbegrepen eene som van 58,200 frank voor veranderlijke duurtetoeslag).	328,963	270,763	Vermindering van 58,200 frank. (Zelfde reden.)
	<i>Dienst voor plantenziektenleer. Dienst der tuinbouwrada'smannen.</i>			
60	Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid. — Loonen (inbegrepen eene som van 8,400 frank voor veranderlijke duurtetoeslag).	76,300	67,900	Vermindering van 8,400 frank. (Zelfde reden.)

Artikelen van de tabel.	INHOUD.	Aan- gevraagd crediet.	Voor- gesteld crediet.	AMENDEMENTEN.
	<i>'s Rijks praktische middelbare tuinbouwscholen.</i>			
64	Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid. Loonen (inbe- grepen eene som van 65,900 frank voor veranderlijke duurtetoeslag).	361,500	295,600	Vermindering van 65,900 frank. (Zelfde reden.)
	<i>Provinciaal personeel.</i>			
71	Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid. — Vergoedingen. — Interimkosten (inbegrepen eene som van 801,100 frank voor veran- derlijke duurtetoeslag).	3,850,270	3,049,170	Vermindering van 801,100 frank. (Zelfde reden.)
	<i>Landelijke waterdienst.</i>			
85	Jaarwedden van werkzaamheid en beschikbaarheid. — Verbliffsver- goedingen. — Loonen der tijde- lijke beambten en der dragers van het niveleermaterieel, kettingdra- gers, enz. — Bezoldiging voor technische studiën, proefnemin- gen en schrijfwerk (inbegrepen eene som van 57,200 frank voor veranderlijke duurtetoeslag).	259,950	222,750	Vermindering van 37,200 frank. (Zelfde reden.)